

Le Parisien

L'AFFAIRE de la déprogrammation de la manifestation cinématographique « Palestine : regards sur l'occupation », prévue initialement du 30 mai au 5 juin, n'en finit pas de provoquer des réactions. Cette fois-ci, l'Association montreuilloise du cinéma, l'AMC, qui gère le cinéma municipal le Méliès, sort de sa réserve en refusant de porter le chapeau de cette annulation. L'AMC avait organisé cette semaine de projections, débats et expositions en coopération avec l'Association des Palestiniens en France. Dans une lettre datée du 21 mai et portée le matin même sur son lieu de travail à la présidente de l'association, le maire de Montreuil prend note de la décision du conseil d'administration de l'AMC de déprogrammer ces films. L'élu remercie la présidente de l'association « d'avoir pris en compte une situation particulièrement tendue en liaison avec les événements du Proche-Orient, pouvant déboucher sur de graves affrontements dans la ville ». Cette lettre a déclenché la colère de la majorité des membres du conseil d'administration de l'association qui ont fait part mercredi de leur indignation à Jean-Pierre Brard tout en réclamant la reprogrammation intégrale de la manifestation. « Le conseil d'administration dans sa majorité n'a fait que se soumettre à l'injonction du bureau municipal de la ville, écrivent-ils. Nous nous indignons de la mise en cause du caractère démocratique de cette programmation. » Quelques instants avant sa rencontre annuelle avec des représentants de la communauté juive montreuilloise, mercredi soir, le député-maire se disait surpris par la prise de position de l'association. « Il y a deux semaines, les membres du conseil d'administration de l'AMC ont décidé de déprogrammer à notre demande. Qu'ils soient aujourd'hui versatiles et schizophrènes n'est pas notre problème », rétorquait Jean-Pierre BRARD.

Hugues TAILLIEZ
25 mai 2001